

FRÉDÉRIC BON

*Intentions de vote et estimations :
techniques, erreurs, progrès*

Les sondages portant sur les intentions de vote ne constituent qu'une partie très réduite de la production des Instituts spécialisés dans l'observation de l'opinion. Mais, ils jouent un rôle stratégique. A cette occasion, ceux-ci mettent en jeu leur crédibilité puisque c'est le seul moment où la qualité de leur production peut être évaluée : vérification rapide, puisque quelques jours, voire quelques heures après la publication des chiffres, le verdict sera connu. Les élections constituent en effet la seule forme de recensement des opinions ; elles sonnent l'heure de la vérité, ce moment où le sondeur doit payer au comptant.

Cette évaluation est complexe. Les mêmes organismes mettent en œuvre, à l'occasion des grands scrutins nationaux, plusieurs types de techniques que le public a tendance à confondre : *les sondages d'intentions de vote*, dont la publication est aujourd'hui interdite pendant la semaine qui précède le vote mais dont la réalisation se poursuit jusqu'à la veille du scrutin ; *les estimations des résultats définitifs* du scrutin à partir du dépouillement d'un échantillon de bureaux de vote ; enfin, de façon récente, *les sondages à la sortie des bureaux de vote* réalisés le jour du scrutin.

*
* *

La technique des estimations est celle qui aujourd'hui est de loin la mieux maîtrisée. La raison essentielle tient à ce qu'elle porte non sur des échantillons d'individus dont on étudie les comportements futurs ou passés mais sur des échantillons d'objets : les bulletins de vote effectivement déposés dans les urnes. Il en résulte que l'essentiel des difficultés de réalisation tient aux contraintes matérielles qui pèsent sur le déroulement de ces opérations. La rapidité avec laquelle doivent être effectués la collecte, la transmission et

le traitement de l'information varie entre une heure trente lorsque l'estimation peut bénéficier du décalage entre les heures de fermeture des bureaux de vote et quelques dizaines de minutes lorsque le scrutin est clos partout à la même heure.

Dans ces conditions, les opérations d'estimation peuvent être vulnérables à la transmission d'informations erronées — difficiles à diagnostiquer dans un délai aussi bref —, à une erreur de programmation informatique — toujours possible —, voire à une panne de l'ordinateur ou de son alimentation électrique. Quelles que soient les précautions prises, de tels incidents peuvent survenir : le seul problème est d'en surmonter les conséquences suffisamment rapidement.

Enfin, une dernière source « d'erreur » tient aux incertitudes mêmes du résultat des élections au scrutin majoritaire. Le calcul du résultat définitif suppose la classification de plusieurs milliers de candidats et comprend toujours une part d'arbitraire, voire de manipulation. En 1978, les estimations furent réputées s'être trompées pour avoir donné la gauche légèrement majoritaire avec 50,5 % des suffrages exprimés. Quelques heures plus tard, le ministère de l'intérieur situait cette influence deux points au-dessous de la barre symbolique des 50 %. Qu'Alain Lancelot dans *Les élections sous la V^e République* place le score de la gauche à 50,2 % des suffrages exprimés est pour l'estimateur, une sorte de réhabilitation posthume, qui n'a guère d'influence sur l'impact de la polémique.

En 1982, les élections cantonales donnèrent lieu au même type de débat. Présentant la statistique du ministère de l'intérieur, M. Gaston Defferre fit apparaître un fort bataillon de divers gauche qui permettait d'affirmer que l'opposition n'avait pas obtenu, contrairement aux résultats de l'estimation Bull diffusée par Antenne 2, la majorité des suffrages exprimés. Tel Soubise muni de sa lanterne, le maire de Marseille cherche encore où est passée cette armée.

*
* *

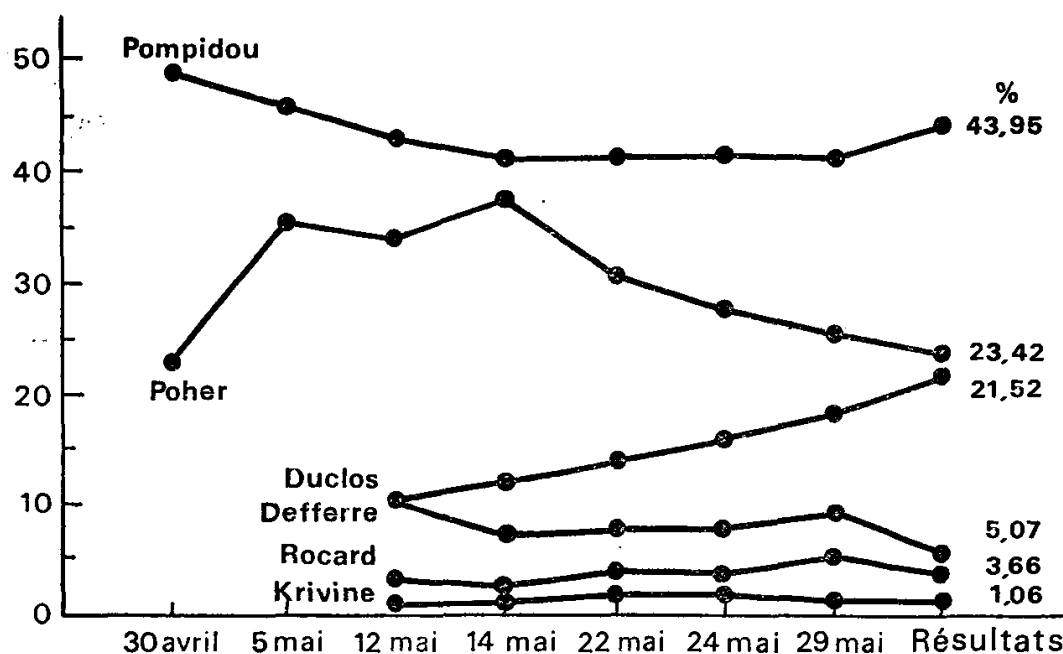
Malgré leur longue tradition, les sondages posent des problèmes beaucoup plus délicats. En raison d'abord de la précision qui leur est demandée : la théorie probabiliste donne pour un échantillon de 1 000 personnes une approximation de 3,2 % ; celle-ci est encore de 2,2 % pour un échantillon de 2 000 personnes. Or, les observateurs attendent des Instituts une précision plus grande ; le paradoxe est, qu'en général, elle leur a été donnée. En pratique, grâce à l'expérience et aux connaissances accumulées, les sondages ont une acuité supérieure à celle que prévoit la théorie.

Ensuite, le sondage est confronté en permanence à un ensemble de difficultés qui ne peuvent être surmontées de façon cumulative. Ces problèmes encore mal résolus concernent le passage de l'intention de vote au vote, les biais résiduels d'échantillonnage, l'anonymat de l'intention de vote, la fermeté de l'intention de vote, enfin la « correction » des résultats.

1. De l'intention de vote au vote

Contrairement à ce que laisse souvent entendre la présentation cursive des résultats, le sondage n'enregistre pas un vote mais une intention de vote à un moment déterminé. Entre cet instant et celui de l'acte électoral, cette intention peut avoir été modifiée une ou plusieurs fois ou ne s'être pas concrétisée.

Ce problème est particulièrement délicat à maîtriser. Certes à plusieurs reprises dans le passé, les vagues successives de sondages ont montré la mobilisation progressive d'un électorat ou l'effondrement d'un candidat. Le résultat définitif ne reproduit pas alors le score des dernières enquêtes mais s'inscrit dans le prolongement des courbes d'évolution dessinées par la chronologie de la campagne. L'exemple de l'élection présidentielle de 1969 (graphique I) est particulièrement éclairant.



GRAPHIQUE I. — Evolution des intentions de vote à la veille de l'élection présidentielle de juin 1969
Source IFOP

Mais les courbes qui enregistrent l'évolution de l'opinion publique ne présentent que rarement cette belle régularité. Elles connaissent des fluctuations de court terme, des paliers, des points d'inflexion qui autorisent rarement leur prolongation linéaire. Ainsi, le passage de l'intention de vote au vote est souvent l'alibi du sondeur d'opinions : il justifie l'écart entre les dernières enquêtes et le résultat du scrutin. L'argument, universellement valable, perd ainsi toute pertinence. Il n'est recevable que lorsqu'il s'appuie sur une analyse précise du mécanisme par lequel le changement d'orientation politique s'est produit.

2. *Les biais résiduels d'échantillonnage*

Les enquêtes politiques sont, pour la plupart, réalisées selon la méthode des quotas. Cette technique, dont les fondements théoriques demeurent incertains, a été progressivement améliorée grâce à l'expérience accumulée par les Instituts. La dispersion des lieux d'enquête en fonction de la géographie politique de la France a, en particulier, sensiblement accru la fidélité des échantillons.

Mais, malgré les efforts des responsables des réseaux d'enquêteurs, la méthode reste vulnérable à un facteur d'accessibilité différentielle des populations. Ainsi, les personnes vivant seules sont plus difficiles à atteindre : jeunes, elles sont moins souvent présentes à leur domicile au moment de l'enquête ; vieilles, elles refusent la plupart du temps d'ouvrir leur porte à un étranger. Cette catégorie qui représente plus du cinquième de la population française dépasse à peine 10 % dans les échantillons par quota.

Sur certains points, les conditions de l'enquête se sont dégradées. Le développement du sentiment d'insécurité aboutit à la quasi-disparition de certains quartiers des métropoles urbaines dans les enquêtes d'opinion : soit que les enquêteurs ou enquêtrices ne s'y rendent guère, soit que les interviewés potentiels barricadent leur porte, soit que les deux facteurs cumulent leurs effets.

De même, les conditions financières de réalisation des enquêtes sont aujourd'hui moins favorables : le sondage est une industrie de main-d'œuvre. Au cours des quinze dernières années, le coût du personnel enquêteur s'est considérablement accru à travers l'augmentation des basses rémunérations, l'accroissement des charges sociales et l'élargissement des contraintes légales pesant sur les activités à fortes fluctuations saisonnières.

Les meilleurs Instituts ont été ainsi amenés à serrer le budget de leurs réseaux d'enquêteurs à la fois pour ne pas déséquilibrer leurs

comptes d'exploitation et pour résister à la concurrence d'organismes moins scrupuleux sur les exigences scientifiques du métier.

3. *L'anonymat du vote*

La plupart des Instituts utilisent aujourd'hui la technique de l'urne pour enregistrer les intentions de vote. Ce dispositif augmente l'efficacité de la question. Les réponses sont plus nombreuses et les réticences à déclarer des votes extrêmes ont diminué. Il reste cependant que la procédure est trop légère ; elle ne fournit à l'interviewé qu'un simulacre du vote et ne protège pas son anonymat. Il en résulte une sous-estimation du vote communiste qui, pour avoir fortement diminué, reste l'un des problèmes majeurs des sondages d'opinion.

4. *La fermeté de l'intention de vote*

Si l'on veut anticiper les mouvements de l'électorat, il est nécessaire d'apprécier non seulement l'orientation probable du vote, mais aussi son intensité. Cette mesure permet d'apprécier, parmi les individus qui ont l'intention de voter pour tel ou tel parti, quelle est la proportion d'électeurs qui va concrétiser cette intention par un vote effectif. Dans ce domaine, la solution la plus simple semble à l'expérience la plus efficace : elle consiste à demander à la personne interrogée si elle est certaine d'aller voter.

Cette technique permet notamment de mesurer l'influence réelle des listes marginales comme les écologistes. Sensiblement surreprésentée dans l'ensemble des intentions de vote, leur fréquence baisse régulièrement lorsque l'on se rapproche du noyau des électeurs qui se déclarent tout à fait certains d'aller voter. De même, cette question donne une approximation des phénomènes de mobilisation différentielle, lorsque l'abstention atteint plus fortement certaines tendances de l'esprit public.

5. *La « correction » des résultats*

Pendant des années, les responsables des instituts de sondage ont refusé d'admettre que les chiffres publiés n'étaient pas les résultats bruts de l'enquête mais qu'ils étaient corrigés en fonction d'une série de contrôles d'échantillon et de l'expérience des sondeurs. Depuis 1981, leur attitude a évolué sur ce point.

Les instituts ont tort d'être trop discrets sur cette activité. Elle est rendue impérative par la précision qui est attendue par les hommes

politiques, les commentateurs et le grand public. Les aléas qui pèsent sur la réalisation d'un sondage sont trop variés pour qu'il ne soit pas nécessaire d'effectuer un « calage » des résultats pour rendre possible une appréciation fine de l'état de l'opinion.

Le principe de la correction consiste à réévaluer les résultats bruts de l'enquête en fonction d'un modèle de comportement électoral qui utilise des procédés objectifs, mais qui requiert aussi une certaine part d'intuition. Plus une technique de mesure est sophistiquée, plus elle nécessite un modèle théorique pour être interprétée. Les images que *construit* un scanner n'ont que de lointains rapports avec les objets qu'elles représentent. C'est le médecin qui *interprète* l'apparition d'une tache rouge sur l'écran comme l'indice d'une tumeur.

Le redressement des sondages préélectoraux est donc une technique nécessaire. Elle se fonde, naturellement, sur la distribution sociodémographique de l'échantillon. Mais les redressements réalisés sur ce type de variables n'ont qu'une influence marginale sur les électorats. En revanche, la prise en compte de la reconstruction du vote pour une ou plusieurs élections passées se révèle particulièrement efficace. Quelles élections choisir et comment faire jouer les écarts constatés entre l'échantillon et le résultat national ? Tout l'art du sondeur réside dans la réponse à ces deux questions.

* * *

A la lumière de ces cinq problèmes, il est possible de juger les « échecs » récents des sondages d'opinion : surestimation de vote pour Georges Marchais en 1981 ; derechef surestimation de l'électorat communiste lors des élections européennes et sous-estimation de l'ampleur du succès de la liste Le Pen. Ces échecs méritent d'être

TABLEAU I. — *Résultats des derniers sondages et résultats définitifs du scrutin au premier tour de l'élection présidentielle de 1981*

	SOFRES	IFOP	Louis-Harris	Résultat
Giscard d'Estaing	27,5	27,5	27	27,82
Chirac	19,5	17	18,5	18,02
Marchais	18,2	17	18,5	15,48
Mitterrand	22	23,5	22,5	26,08

mis entre guillemets car ils portent en définitive sur des quantités relativement faibles. Les erreurs oscillent entre 1,5 et 3 points, c'est-à-dire dans les limites de l'erreur statistique.

En 1981, les sondeurs ont été victimes de l'un des axiomes de la sociologie électorale qui peut schématiquement s'énoncer ainsi : sous la V^e République, le vote communiste s'est établi à un palier qui tourne autour de 20 % des suffrages exprimés. La conjoncture est susceptible d'engendrer des fluctuations ; mais, celles-ci demeurent limitées, portant le PC entre 21 et 22 % dans les périodes fastes, le ramenant dans les conjonctures délicates à un niveau situé entre 18 et 19 %. Enregistrant dans leurs enquêtes un Parti communiste « anormalement bas », les sondeurs l'ont placé à l'étiage du modèle, refusant de voir le phénomène que décrivaient les résultats bruts de leurs enquêtes ; c'est-à-dire un nouveau décrochage de l'influence communiste comparable en amplitude à celui qui s'était produit en 1958.

Mutatis mutandis, le même phénomène s'est peut-être reproduit en 1984 lors des élections européennes. Le score de 15 % de Georges

TABLEAU II. — *Résultats des derniers sondages et résultats définitifs du scrutin aux élections européennes de 1984*

	Mai	Juin	Dernière semaine	Résultat définitif
Liste Veil :				
SOFRES	45 43	44	44	
IFOP	41	44		42,72
BVA	43,5	44,5	44	
Liste Jospin :				
SOFRES	21 22	21	21	
IFOP	23	20		20,86
BVA	25,5	24,5	23	
Liste Marchais :				
SOFRES	13 14	14	14	
IFOP	13	13		11,19
BVA	11,5	12,5	12,5	
Liste Le Pen :				
SOFRES	7 7	7	8	
IFOP	5	7,5		11,06
BVA	5,5	6	8,5	

Marchais confirmé lors des élections législatives de juin 1981 et des cantonales de mars 1982 a pu être considéré comme un nouveau palier de l'influence communiste.

A cette première raison s'est ajouté un problème technique. Le redressement d'un échantillon qui sous-estime une tendance politique peut s'effectuer de deux façons différentes : en ajoutant une valeur absolue ou en appliquant un ratio. Tant que le niveau moyen est stable, les deux méthodes donnent des résultats semblables. En revanche, lorsque se produit un recul important, la correction par ratio est beaucoup moins importante que la correction en valeur absolue. En d'autres termes, la seconde méthode peut aboutir à un redressement trop important. Ainsi s'explique peut-être le fait que l'évaluation du vote communiste par BVA, effectuée après un redressement par ratio, ait été inférieure aux chiffres donnés par la SOFRES et l'IFOP (tableau II).

La sous-estimation du vote Le Pen a été plus générale. Entre 2,5 et 3,5 points pour les enquêtes réalisées à la veille du scrutin (tableau II). Si l'on regarde les chiffres publiés par BVA, on peut songer à un phénomène de mobilisation. D'enquête en enquête, l'influence du leader de l'extrême droite progresse régulièrement pour atteindre 8,5 % des suffrages. Il serait plausible que la mobilisation se soit poursuivie et même accélérée dans les derniers jours de la campagne.

Les chiffres fournis par la SOFRES ne confirment pas cette hypothèse. D'emblée, cet institut enregistre une forte influence de l'extrême droite (7 %) ; elle n'évolue guère pendant la campagne pour terminer à 8 %. Il est donc difficile de fournir une explication univoque. On peut penser que, comme le vote communiste, le vote Le Pen est sous-estimé par les enquêtes d'opinion ; mais faute d'une référence précise dans le passé, il n'a pas été possible de mesurer et, donc, de rectifier cette sous-estimation. A ce premier phénomène s'est peut-être ajouté un facteur résiduel de mobilisation.

* * *

La technique du sondage à la sortie de bureaux de vote utilisée depuis des décennies aux Etats-Unis a été introduite par l'IFOP en 1983 lors des élections municipales. La SOFRES et BVA associés à BULL ont rejoint l'IFOP et utilisé à leur tour cette méthode lors des élections européennes de 1984. Il est encore trop tôt pour tirer un bilan définitif de cette technique nouvelle. Je ne peux en outre

parler que de l'enquête à laquelle j'ai participé (BULL-BVA diffusée par Antenne 2).

Cette première expérience montre cependant que le sondage à la sortie des urnes fournit des données remarquablement fiables quant au vote. Contrairement aux sondages classiques, les votes extrêmes ne sont pas sous-estimés. Ce fait s'explique sans doute par les conditions de recueil de l'information. Celle-ci a lieu immédiatement après le vote. Le questionnaire auto-administré est placé par la personne enquêtée directement dans une urne qui porte en gros caractères non seulement le nom de l'Institut de Sondage mais aussi celui de la chaîne de télévision qui diffuse les résultats de l'opération. L'anonymat de la réponse est ainsi entouré d'une série de garanties équivalentes à celles que fournit le code électoral lui-même.

Par différence, cette technique d'observation souligne que le problème majeur des sondages classiques tient à la délicate relation qui s'instaure entre l'enquêteur et la personne interrogée.

La principale difficulté tient au déficit de réponses chez les personnes âgées en général et les femmes âgées en particulier. Il n'est pas impossible qu'il suffise de redresser la pyramide des âges de l'échantillon pour que les résultats de ce type de sondage reflètent de façon précise les résultats d'ensemble du scrutin. On éviterait ainsi les pondérations complexes et, par conséquent vulnérables, portant sur les catégories socioprofessionnelles, la taille de l'unité urbaine et la reconstruction des votes aux élections antérieures.

Le sondage à la sortie des bureaux de vote, seule innovation technique majeure depuis les estimations, fournit un matériau remarquable pour l'analyse du scrutin. La taille (entre 7 et 10 000 personnes) et la fiabilité de l'échantillon permettent notamment d'analyser les électorats marginaux et ouvrent de nouvelles perspectives à l'analyse multivariée.

Si l'on prend une vue d'ensemble des sondages sur les quinze dernières années, il apparaît clairement que cette technique a permis d'anticiper tous les mouvements électoraux importants : l'adaptation rapide de l'électorat communiste au scrutin présidentiel et le dégonflement du phénomène Poher en 1969 ; l'effondrement de la candidature Chaban-Delmas en 1974 ; l'ascension de la gauche de 1973 à 1978 ; la percée écologiste aux municipales de 1977 ; le reflux communiste en 1981 et la montée de l'extrême droite en 1984. Les « erreurs », si erreur il y a eu, portent sur l'amplitude des phénomènes, appréciée tantôt par excès, tantôt par défaut, mais non sur le sens général de la dynamique électorale. Elles se situent, pour

la plupart, aux limites du pouvoir de résolution de l'instrument.

C'est pourquoi, malgré les polémiques qu'il suscite et les incrédu-
lités proclamées, malgré l'hostilité d'une fraction de la classe poli-
tique et d'une minorité non négligeable de journalistes, le marché
des sondages politiques s'est régulièrement élargi. Il en sera ainsi
tant qu'un autre instrument plus précis, plus puissant et plus com-
préhensif n'aura pas été mis au point.

RÉSUMÉ. — *Globalement, les sondages préélectoraux réalisés en France sont d'une précision satisfaisante. Certains problèmes restent cependant imparfaitement résolus. Ainsi s'expliquent quelques « échecs » récents dont l'importance ne doit pas être surestimée.*